

Ce fut la preuve par l'absurde ! Nous devions être réunis nombreux à l'Assemblée Nationale le mercredi 14 décembre au matin, députés et sénateurs élus tout au long de la ligne ferroviaire dénommée POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) pour évoquer avec les représentants des usagers, des syndicalistes, les représentants de l'État et de la SNCF, les lourds problèmes de fonctionnement et d'investissement que connaît ladite ligne... Et la moitié des participants n'a pas pu venir, les trains ne fonctionnant pas, ce matin-là, entre Orléans et Paris, pour cause de givre et de verglas !

Il ne faut pas, certes, accabler les responsables – les problèmes dus à la météorologie existent –, mais cette ligne connaît bien des problèmes qui ne sont pas dus à la météorologie.

Ma collègue est amie députée Valérie Rabault a mis en cause en quelques mots forts, un défaut d'investissement chronique, ce qui renvoie, évidemment aux priorités qui sont choisies, tant par la SNCF que par l'État.

Et je tiens rappeler, dans ce contexte, que les régions prennent toute leur part, pour ce qui leur revient, quant aux financements nécessaires.

La vérité, c'est que, faute d'avoir fait à temps les choix nécessaires, le trafic sur cette ligne s'est dégradé. Les témoignages des élus et représentants d'usagers présents sont édifiants. On ne compte plus les retards, les trains supprimés, les mauvaises conditions de transport – sans compter les inévitables arrêts et suspensions pour travaux.

Tout cela vient de loin. Je me souviens de l'accord qui avait été conclu il y a plus de vingt ans entre l'État et les trois régions concernées pour construire sur tout le tracé (qui compte 712 km) un train pendulaire à grande vitesse – avec financement à l'appui ! Cet accord fut brutalement biffé d'un trait de plume au motif que la technologie du pendulaire ne marchait pas, alors qu'elle marche en Italie.

En vérité, un choix très contestable d'aménagement du territoire était fait. Il y aurait deux grandes lignes TGV pour aller du nord au sud et du sud au nord : Paris-Lyon-Marseille-Montpellier d'un côté, et Paris-Tours-Bordeaux-Toulouse de l'autre. Et les vingt départements situés entre ces deux grands axes seraient voués à être privés de la grande vitesse – alors que c'eût été un véritable choix d'aménagement du territoire que de privilégier le POLT pour une ligne à grande vitesse (qu'elle soit pendulaire ou non). Résultat : on ira à Limoges en passant par Poitiers et à Toulouse en passant par Bordeaux. Ce sont des choix qui auraient pu être autres...

... Mais on ne refera pas le passé. Et les choses étant ce qu'elles sont... il faut, au moins, que maintenant tant l'État que la SNCF décident que cette ligne POLT doit être prioritaire.

Il y faut faire les investissements nécessaires pour gagner de la vitesse et du confort autant que faire se peut, accroître – bien sûr – la sécurité, assurer la nécessaire maintenance, faire rouler le nombre de trains indispensables et veiller aux arrêts, dessertes, correspondances utiles, etc.

En bref, il faut que le message unanime des présents – et j'en suis sûr des absents – du 14

novembre soit entendu !

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire aussi à ce sujet : « *Et si Orléans cessait de rater les trains... : tragicomédie en quatre actes* »](#)